



**HAL**  
open science

## Parcours de petits entrepreneurs français à Marrakech

Chloé Pellegrini

► **To cite this version:**

Chloé Pellegrini. Parcours de petits entrepreneurs français à Marrakech. Cahiers d'études africaines, 2016, Mobilités et migrations européennes en (post) colonies, 221, pp.81-100. hal-01722394

**HAL Id: hal-01722394**

**<https://hal.science/hal-01722394>**

Submitted on 6 Mar 2018

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Chloé Pellegrini

---

## Parcours de petits entrepreneurs français à Marrakech

in Cahiers d'Etudes Africaines (221-222), 2016, *Mobilités et migrations européennes en (post)colonies*, Editions de l'EHESS (pages 81-100)

Le nombre de Français qui s'installent au Maroc depuis le début des années 2000 ne cesse de croître. Parmi eux se distingue une catégorie qui semble également en constante augmentation, celle des Français qui choisissent de s'y installer pour y créer de petites entreprises. Quittant le plus souvent un métier salarié en France, ils partent « s'inventer » entrepreneurs dans une démarche individuelle de première expatriation non encadrée, avec un pécule modeste et sans « filet » professionnel ni affiliation institutionnelle.

Basé sur une étude ethnographique exploratoire menée en 2013 (Pellegrini 2014b), cet article se propose de présenter les discours et représentations de certains de ces petits entrepreneurs installés à Marrakech sur leur parcours, et d'analyser les enjeux identitaires et imaginaires investis par ces Français dans leur démarche de quitter la France et le salariat pour choisir d'entreprendre au Maroc. Il s'agira également de nous intéresser à la confrontation de ces enjeux avec la réalité de l'entrepreneuriat au quotidien à Marrakech et les relations professionnelles avec les Marocains afin de voir comment ces rencontres transforment les représentations que ces personnes projetaient, dans leur démarche initiale, à l'égard du Maroc et des Marocains.

Nous analyserons, d'abord, en quoi l'entrepreneuriat au Maroc représente pour ces Français une quête individuelle d'affranchissement et de réinvention de soi personnelle et professionnelle dans laquelle il s'agit de fuir une France synonyme de dépendance financière et hiérarchique, où il serait devenu impossible de se réaliser pleinement, pour « se sentir vivre libre » et « se réinventer » au Maroc, pays du Sud à la fois proche et lointain.

Nous étudierons également dans quelle mesure le fait que le Maroc ait connu une période de domination coloniale par la France sous le protectorat (1912-1956) est déterminant dans les représentations et l'imaginaire projetés par ces Français dans leur choix de s'y installer et

d'y créer leur entreprise pour se réinventer dans un monde à leur image où ils puissent exercer leur liberté et leur volonté de maîtrise sur leur environnement professionnel. En effet, nous montrerons que leurs représentations de soi et des Marocains sont, en partie, nourries par un imaginaire postcolonial issu d'une mémoire collective française héritée du passé colonial entre la France et le Maroc et perpétuée à la suite de l'indépendance marocaine à travers la transformation des relations postcoloniales entre les deux pays.

Nous analyserons, enfin, comment ces représentations se heurtent à, et sont mises à l'épreuve par, la réalité quotidienne des relations de ces petits entrepreneurs français avec les Marocains en milieu professionnel. En effet, la « rencontre » avec ces derniers renégocie et reconfigure ces relations et le paysage du vivre ensemble au Maroc entre eux, de sorte que l'imaginaire postcolonial se trouve, pour le moins mis à mal, au plus déconstruit et renégocié. Il ne s'agit plus, alors, seulement de se réinventer, mais de réinventer l'autre en le dépouillant des représentations imaginaires historiquement construites à son égard.

## Contexte et méthodologie

Depuis le début du protectorat, le Maroc a connu d'importantes migrations d'installations de Français et d'Européens (Cassaigne 1964 ; Picod-Kinany 2010)<sup>1</sup>. Ce phénomène est en augmentation constante depuis le début des années 2000<sup>2</sup>.

La littérature existante s'est essentiellement intéressée aux motivations de ces Français à venir s'installer au Maroc et à leurs modes de vie et relations sociales dans le pays, toutes catégories sociales et professionnelles confondues : militaires, agriculteurs et personnels éducatifs et de santé sous le protectorat (Knibiehler, Emmery&Leguay 1992) ; coopérants, pieds-noirs et chefs de grandes entreprises agricoles et industrielles après l'indépendance (Cassaigne 1964) ; « touristes résidentiels » (Berriane *et al.* 2010) ; jeunes professionnels (Virkama *et al.* 2012) ; retraités, expatriés et employés (Therrien *et al.* 2014). Cependant, les petits entrepreneurs français au Maroc, alors qu'un

<sup>1</sup> D'après ces auteurs, 51 500 Français résidaient au Maroc en 1921 et 330 000 en 1956 à l'indépendance. Par la suite, malgré des vagues de départs périodiques, la communauté française au Maroc est restée nombreuse. Pour une synthèse sur les vagues de migrations françaises au Maroc, voir C. PELLEGRINI (2014a).

<sup>2</sup> Selon les chiffres officiels des consulats français, 24 694 Français installés au Maroc étaient enregistrés auprès des autorités consulaires fin 2000 contre 46 995 fin 2013. Cependant, ces chiffres ne comprennent pas les Français qui résident dans le pays sans être enregistrés auprès des autorités (*ibid.*).

nombre croissant d'entre eux choisissent de s'y installer pour y créer leur entreprise, ont été laissés de côté par ces études<sup>3</sup>.

C'est pourquoi, courant 2013, dans le cadre d'un projet de recherche pour le programme MIM-AMERM<sup>4</sup> sur les représentations et relations croisées entre Marocains et Français résidant au Maroc (Therrien *et al.* 2014), nous avons proposé une étude ethnographique exploratoire portant sur de petits entrepreneurs français à Marrakech et leurs relations professionnelles avec les Marocains (Pellegrini 2014b). Dans ce cadre, nous avons fait des entretiens semi-structurés approfondis avec huit entrepreneurs de nationalité française qui ont créé de très petites et petites entreprises sous législation marocaine à Marrakech. Vivant à Marrakech, nous suivons ponctuellement une partie des personnes interviewées depuis lors. Cela nous a permis de suivre l'évolution de leurs discours et de leurs parcours de manière informelle. Nous avons également rencontré d'autres petits entrepreneurs avec lesquels des entretiens non formalisés ont permis d'étoffer les premières analyses.

Tous les participants, dont les noms ont été changés, avaient, au moment des entretiens, des entreprises dans le secteur du tourisme et/ou des services, secteurs économiques les plus développés à Marrakech qui comporte peu d'industries, contrairement aux villes de Casablanca et Rabat. Les huit entretiens semi-structurés ont été réalisés avec quatre femmes et quatre hommes âgés entre 32 et 62 ans, arrivés à Marrakech entre 2002 et 2012. Lydie (46 ans), Jeanne (32 ans) et Paul (33 ans) dirigent des entreprises de création de mode et d'accessoires qu'ils dessinent eux-mêmes et vendent dans leur propre magasin à Marrakech et sur l'internet à l'international. Charles (62 ans) a une agence de communication. Lucie (35 ans) est journaliste *freelance*. Étienne (39 ans) a une agence d'excursions d'aventure à destination des touristes occidentaux. Un couple, Antonin (37 ans) et Béatrice (32 ans), restauraient leur futur palais maison d'hôtes au moment de l'entretien avant de repartir vivre en France un an plus tard. Charles et Lucie sont divorcés et ont un enfant chacun, les six autres sont mariés, parmi lesquels quatre ont des enfants. Quatre (Lydie, Charles, Antonin et Béatrice) ont des diplômes universitaires français de niveau bac+5, deux (Jeanne et Paul) ont fait des études commerciales courtes (bac+2), tandis qu'Étienne et Lucie ont arrêté leurs études après le baccalauréat. Charles

---

3 Selon les estimations d'une source officielle française qui a refusé d'être nommée, pour la ville seule de Marrakech, en 2013, il y avait entre 400 et 500 petites et moyennes entreprises dont les propriétaires étaient français.

4 Programme de l'Association marocaine des études et de la recherche sur les migrations (AMERM, Rabat, Maroc).

et Étienne avaient déjà résidé à l'étranger et créé une entreprise avant leur installation au Maroc : Charles était propriétaire d'une agence immobilière en France ; Étienne gérait une entreprise d'excursions au Pérou qu'il a dû quitter précipitamment pour des raisons de sécurité. Les six autres ont toujours habité en France : cinq y étaient salariés avant de démissionner de leur emploi pour partir créer leur entreprise à Marrakech ; Antonin était notaire et a donc dû renoncer à son titre de façon définitive pour s'expatrier. Parmi les anciens salariés, Paul et Jeanne, qui étaient employés au SMIC, et Lucie, qui travaillait comme croupière de casino, ont quitté des emplois précaires à faibles revenus. En revanche, Lydie, qui était directrice financière d'une grande multinationale, Antonin, qui était notaire, et sa femme Béatrice, héritière aisée qui travaillait occasionnellement dans l'événementiel culturel, ont quitté des situations sociales, professionnelles et financières non seulement stables, mais aussi particulièrement aisées et confortables.

Par ailleurs, nous nous sommes entretenus ultérieurement avec d'autres petits entrepreneurs parmi lesquels Émile (48 ans), ancien jardinier salarié en Corse, qui a une entreprise de paysagisme à Marrakech et travaille dans de riches propriétés locales, et Oscar (41 ans), ancien gérant de bar dans le sud de la France, qui tient un restaurant en plein centre de Guéliz (la nouvelle ville).

#### Une quête individuelle d'affranchissement et de réinvention de soi

L'ensemble de ces petits entrepreneurs expliquent leur choix de s'installer à Marrakech pour créer une entreprise par la volonté d'échapper à leurs difficultés et/ou à leurs frustrations professionnelles et personnelles en France et de s'affranchir d'une pression sociale qu'ils qualifient d'« étouffante » (Charles). Le moteur du départ est moins leur situation économique et leur pouvoir d'achat, même si ceux-ci sont souvent mentionnés, que le sentiment d'être dans une impasse professionnelle et/ou personnelle qui ne leur permet pas de donner du sens à leur existence.

Charles et Étienne qui avaient déjà eu une expérience d'entrepreneuriat auparavant rejettent l'idée d'entreprendre en France ou d'y devenir salariés pour les mêmes raisons que les autres. Étienne compare l'entrepreneuriat dans un pays du Sud à une drogue :

« Et puis là, bah, ça [entreprendre] devient de la drogue, après ça, tu peux plus rentrer chez Renault et envisager de devenir vendeur voiture, ce qui aurait dû être ma vie [...]. Mais là c'était plus possible » (Étienne, 39 ans, ancien gérant d'agence d'excursions au Pérou/agence d'excursions d'aventure à Marrakech).

Les autres affirment avoir voulu quitter une vie de salarié synonyme de dépendance financière et hiérarchique dans leur pays d'origine. Les raisons mises en avant concernent le *stress* d'un travail salarié peu valorisé en France, la pression des employeurs pour « faire du chiffre », des salaires trop bas face aux responsabilités exigées, l'absence d'une perspective de carrière à la hauteur de leurs attentes, et le sentiment de « passer à côté de la vie » (Lydie). Cependant, comme nous l'avons vu plus haut, tous n'ont pas quitté une situation professionnelle précaire ou peu rémunératrice. Antonin, ancien notaire, a quitté une profession lucrative exercée de père en fils depuis trois générations pour « [s']inventer un projet de vie différent ». De son côté, Lydie, ancienne directrice financière d'une multinationale a démissionné de son poste pour « refaire [s]a vie » au Maroc.

Tous critiquent, également, la normativité des diplômes en France et l'enfermement professionnel qu'ils imposent, en restreignant l'employabilité de leurs détenteurs à certains emplois et certaines fonctions exclusives en dehors desquels il n'est pas possible d'avoir sa chance auprès des employeurs ni, en cas de création d'entreprise, d'obtenir les autorisations nécessaires et la confiance des consommateurs français. Cette conviction est partagée aussi bien par les entrepreneurs interviewés qui n'ont d'autre diplôme que le baccalauréat que par ceux qui sont titulaires de diplômes de niveau bac+2 et bac+5 qui se sentaient en France dans une situation de stagnation professionnelle et sociale difficile à vivre. Lydie, par exemple, diplômée d'une grande école de commerce française de renom, désormais créatrice de vêtements de mode à Marrakech, insiste :

« [...] j'avais une formation en *marketing*, *management*, et finance. Maintenant, je suis styliste, créatrice de mode, donc c'est moi qui m'occupe de la création de toute la ligne de vêtements et d'accessoires. Rien à voir avec le *marketing*, moi j'étais dans la haute technologie et la finance, donc rien à voir. Non, non, c'était quelque chose que j'avais en moi et que je ne pouvais réaliser qu'ici. En France, comment faire ? Il aurait fallu passer par des stades de formation très longs » (Lydie, 46 ans, ancienne directrice financière d'une multinationale en France / entreprise de création de mode à Marrakech).

De son côté, Lucie, qui a arrêté ses études après le baccalauréat, a trouvé au Maroc son « école de la deuxième chance » qui lui a permis de réaliser un rêve professionnel impossible en France en se réinventant professionnellement comme journaliste *freelance* pour des journaux francophones :

« Sans diplôme, j'aurais pas pu [en France]. J'aurais pu être blogueuse, et si ma plume avait eu du succès, j'aurais pu effectivement me faire remarquer avec de la chance mais je

me serais noyée dans la masse alors qu'ici j'ai la chance d'être française et je me suis fait très vite ce petit réseau dans la presse. [...] Là je me suis fait la plume, j'y suis vraiment allée en m'incrutant dans la profession. Et là, ça a été ma vraie école et c'était vraiment génial » (Lucie, 35 ans, ancienne croupière de casino en France / journaliste *freelance* à Marrakech).

Ainsi, ces entrepreneurs ont-ils le sentiment de s'affranchir d'un carcan professionnel, vécu comme contraignant, restrictif, voire étouffant, qui, selon eux, est aussi un carcan social propre à la société française envers laquelle ils sont souvent particulièrement critiques. Ils blâment, en effet, les législations administratives et fiscales françaises trop rigides qui empêchent la créativité et l'audace pour les salariés comme pour les entrepreneurs. Ils critiquent également « l'assistanat » dans lequel vivent les Français vis-à-vis de l'État (notamment la loi des 35 heures, le droit du travail et le droit au chômage), et vis-à-vis de la société qui, selon eux, leur dicte ce qu'ils doivent faire.

« Prenez les jeunes entrepreneurs en France, on encourage l'auto-entreprise, oui, mais on voit des reportages où les entrepreneurs disent "oui, mais alors faut que j'aie fait un stage comme ça et comme ci, et je dois avoir cette autorisation-là, j'ai pas le droit de travailler le dimanche si j'ai envie." Enfin, c'est plus de l'entreprise, ça ! Moi si j'ai envie de travailler 22/24, y'a personne qui va m'en empêcher. En France on va vous dire "vous n'avez pas le droit d'ouvrir le dimanche, de faire ceci cela". La libre entreprise, ça n'existe plus ! » (Charles, 62 ans, ancien entrepreneur immobilier en France / agence de communication à Marrakech).

Dans leurs discours, quitter la France pour entreprendre au Maroc revient également à s'affranchir des modes de pensées véhiculés par la société française en apprenant à « penser par soi-même » (Paul, Lydie, Charles, Étienne et Jeanne), et en prenant l'entière responsabilité de son propre parcours professionnel et personnel selon les modalités de son choix.

« Ici on a eu le temps de faire des erreurs, le temps de les récupérer, le temps de se faire connaître sans que personne nous casse la tête à nous dire des trucs. Voilà on a les horaires qu'on veut, y'a pas de restrictions. On travaille pour soi et après on paie nos impôts et voilà ! C'est plus libre, y'a plus de libertés et ça, c'est des choix qu'on n'aurait jamais pu faire en France. [...] C'est mon travail, c'est ma fierté du travail des mains que je pensais pas que j'avais » (Jeanne, 32 ans, ancienne vendeuse en France / entreprise de création d'accessoires à Marrakech).

Ainsi, entreprendre au Maroc représente pour ces petits entrepreneurs une quête individuelle d'affranchissement et de réinvention de soi qui passe par une « autopromotion » (Peraldi 2015) sociale et

professionnelle dans un domaine et une fonction de leur choix, tout en refusant la dépendance d'intermédiaires tels que l'État et les employeurs ou de la valeur des diplômes sur le marché du travail, et en revendiquant de créer, prendre en charge et développer son destin professionnel et personnel par soi-même, sans aides institutionnelles.

Leurs propos font souvent écho aux discours idéologiques présents dans le contexte actuel de la mondialisation qui promeuvent l'idéal d'un entrepreneur héroïque qui prend en main son destin, prend des risques, transgresse les règles pour innover, et est érigé, aussi bien dans la littérature de *management* que dans les médias<sup>5</sup>, comme une figure de liberté et de maîtrise de soi et de son environnement depuis J. A. Schumpeter (1934)<sup>6</sup>. Ces discours résonnent d'autant plus fortement dans le contexte de politique nationale marocaine de promotion d'une économie néolibérale favorable à l'entrepreneuriat (Catusse 2008).

Se réinventant, ainsi, une vie professionnelle, un nouveau statut personnel et social, voire une nouvelle identité en tant qu'entrepreneurs, à travers des discours individualistes, libéraux, voire libertaires, les Français interviewés se réinventent également « citoyens du monde ». Là aussi se joue la volonté d'être sans dépendances, sans frontières, et de n'avoir d'appartenance nationale ou régionale que par la culture d'origine qui les a « modelés » (Charles) et les liens affectifs qu'ils gardent avec leurs proches restés en France. Cependant, ce désir de désengagement vis-à-vis du pays d'origine possède certaines limites : ils apprécient les avantages du « passeport rouge » (Paul, Étienne, Lucie) qui leur donne une liberté de circulation sans visa au Maroc comme dans de nombreux pays<sup>7</sup> et qui, surtout, leur permettrait un éventuel rapatriement en France en cas d'instabilité politique ou sociale au Maroc. Aussi, leur quête d'affranchissement de la France se couple-t-elle avec la revendication de poser eux-mêmes les limites de leur appartenance à leur pays d'origine, selon qu'ils y trouvent (ou non) des avantages.

« Je suis en train de passer dans une transition où j'ai moins le sentiment d'être français qu'avant tout citoyen du monde et même un peu plus marocain. [...] Mais je prendrai pas le passeport marocain. On n'a pas envie de devenir marocain. Et puis le passeport marocain t'amène moins de facilités qu'un passeport français ou européen ou canadien »

5 Voir, par exemple, les émissions d'incitation à l'entrepreneuriat comme « Business Angels : 60 jours pour monter ma boîte » sur France 4 et les sites internet dédiés comme <<http://www.widoobiz.com/> ; <http://www.gangdesentrepreneurs.fr/>>, etc.

6 Voir, par exemple P. H. THORNTON (1999), E. M. HERNANDEZ (2001), J. S. MCMULLEN & D. A. SHEPHERD (2006). Les qualités requises de l'entrepreneur selon les théories du *management* sont synthétisées par P. H. THORNTON (1999) ainsi : « Need for achievement, locus of control, risk-taking propensity, problem-solving style, innovativeness and leadership values. »

<sup>7</sup> Par comparaison, les Marocains ne jouissent pas de cette liberté de circulation des Français. En effet, tout ressortissant marocain doit faire une demande de visa pour pouvoir entrer dans les pays de l'espace Schengen.

(Étienne, 39 ans, ancien gérant d'agence d'excursions au Pérou / agence d'excursions d'aventure à Marrakech).

Dans les faits, leur désir d'« autopromotion » sociale et professionnelle s'est concrétisé au cours de leurs parcours. En effet, à l'exception du couple d'Antonin et Béatrice qui ont fermé leur entreprise pour rentrer vivre en France après cinq ans à Marrakech, les six autres ont effectivement accédé à des situations professionnelles plus élevées qu'en France, même si cette amélioration a souvent nécessité plusieurs années de travail ininterrompu dans des conditions parfois précaires (Paul, Jeanne, Étienne, Lucie). Ceux d'entre eux qui étaient de petits employés en France, — vendeur, commercial, jardinier ou croupière —, sont désormais chefs de petites entreprises au Maroc. Même si, dans l'ensemble, ils gagnent moins d'argent tout en travaillant plus que quand ils étaient salariés en France, ils affirment que la différence de niveau de vie leur permet de vivre d'une façon qui leur convient, loin de la surconsommation où certains se sentaient « piégés » en France (Lydie, Paul, Jeanne).

Or, lors de la conception de leur projet, la réalisation de cet idéal individuel d'affranchissement et de réinvention de soi, — reformulation à leur façon de l'idéal de l'entrepreneur héroïque mentionné plus haut —, ne leur semblait possible qu'au Maroc, précisément à Marrakech.

**Le choix du Maroc : l'imaginaire postcolonial d'un pays où tout est possible**

Le fait que le Maroc ait connu une période de domination coloniale qui s'est concrétisée par l'instauration du protectorat de la France (1912-1956), ainsi que l'évolution des relations postcoloniales entre les deux pays depuis l'indépendance, nous semblent déterminants dans les motifs qui ont mu ces personnes à projeter au Maroc, — et non pas ailleurs —, la possibilité de s'affranchir d'un carcan social et professionnel, d'exercer leur liberté et de prendre en main leur destin professionnel et personnel hors de France. En effet, d'une part, leur démarche s'inscrit dans un contexte postcolonial paisible dans l'ensemble où les relations politiques, économiques et culturelles actuelles entre le Maroc et la France sont présentées comme « uniques et privilégiées »<sup>8</sup> par les gouvernements de

---

<sup>8</sup> Malgré de périodiques refroidissements des relations diplomatiques entre les deux pays, les notions de « relations uniques et privilégiées » et de « modèles réussis de partenariats » sont mises en avant par les sites officiels des gouvernements des deux pays. Voir

part et d'autre, et où un ensemble de conditions pratiques favorables sont rassemblées. D'autre part, au-delà de ces facilités qui peuvent rendre le pays attractif, familier et sécurisant pour des Français, nous pensons également que l'attrait de ces entrepreneurs pour le Maroc, dans leur quête d'affranchissement et d'accomplissement de soi, est aussi motivé par un ensemble de raisons symboliques liées à un imaginaire du pays et de ses citoyens historiquement et socialement construit au sein de la société française depuis la période du protectorat. Comme nous le verrons plus loin, cet imaginaire postcolonial, porteur de représentations du Maroc, des Marocains, et de soi dans un rapport imaginé au pays et ses citoyens, comporte différents niveaux qui sont, tous à des degrés divers, présents chez les personnes interviewées.

Le type de domination coloniale qu'a connu le Maroc sous le protectorat français diffèrait grandement du système de colonisation de peuplement et d'administration directe imposé par la France dans d'autres pays comme l'Algérie (Cassaigne 1964 ; Knibiehler, Emmerly & Leguay 1992 ; Belbahri 2004). En effet, institué par le maréchal Lyautey, premier Résident général au Maroc, le protectorat laissait une autonomie décisionnelle relative aux structures politiques et administratives locales (*ibid.*). Par ailleurs, tandis que l'Algérie a gagné son indépendance au prix d'une guerre longue et sanglante contre la France, la décolonisation marocaine s'est faite de façon progressive et sans conflit armé, malgré quelques épisodes sanglants (*ibid.*). De la sorte, tandis que les Français quittaient massivement et précipitamment l'Algérie en 1962 dans un climat de peur et de violences, il ne s'est pas produit de départs de cette ampleur au Maroc (*ibid.*). De plus, manquant de fonctionnaires dans de nombreux secteurs, les autorités marocaines ont engagé des cohortes de coopérants et d'experts français dans l'administration et ont signé avec la France de multiples conventions de coopération dans les domaines scientifique, économique, éducatif, culturel et technique dont certaines perdurent aujourd'hui (Cassaigne 1964 ; Picod-Kinany 2010).

De la sorte, les conditions pratiques propices à l'entrepreneuriat pour des Français au Maroc sont liées, en partie, à la situation postcoloniale paisible entre la France et le Maroc et au fait que bon nombre des institutions et administrations marocaines actuelles sont issues de celles mises en place par la France au Maroc sous le protectorat. En effet, même si elles ont été réformées et « marocanisées »<sup>9</sup> depuis

---

<<http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/dossiers-pays/maroc/la-france-et-le-maroc/>>, <<http://www.maroc.ma/fr/actualites/forum-de-partenariat-maroc-france-paris>>.

9 Pour une information détaillée sur les réformes et la « marocanisation » du Maroc après l'indépendance, voir M.KENBIB(2005).

l'indépendance, elles demeurent proches du système français<sup>10</sup>. De plus, la langue française y est la seconde langue administrative, ce qui est particulièrement favorable pour des Français souvent monolingues. Le Maroc est également un pays d'installation particulièrement propice pour des Français de par sa proximité géographique, l'importante présence française dans le pays, l'habitude qu'ont généralement les Français de côtoyer des Marocains en France, et qu'ont les Marocains de côtoyer des Français et de parler leur langue au Maroc.

Ainsi, pour ces Français, le Maroc est un pays à la fois familier et exotique, pays du Sud « pas trop au Sud » qui rassure, notamment par sa proximité politique, administrative et économique avec la France, sa stabilité politique, le développement de ses infrastructures, la solidité de sa législation et sa volonté politique d'être un pays émergent ouvert sur l'économie mondiale et attractif pour les investissements étrangers, contrairement à d'autres pays de la région comme l'Algérie qui, du fait du passé douloureux et violent de la période coloniale et de la guerre d'indépendance, et de sa situation politique actuelle, n'apparaît pas comme un lieu d'investissement sûr à ces petits entrepreneurs français. Pour les mêmes raisons, le Maroc est également opposé par certains d'entre eux aux pays francophones d'Afrique subsaharienne, comme l'explique Étienne :

« Il faut savoir de quoi on est capable. Moi par exemple, aller monter un *business* en Éthiopie par exemple, je pourrais jamais, j'ai pas la carrure. Mais y'a des gars qui ont la carrure » (Étienne, 39 ans, ancien gérant d'agence d'excursions au Pérou / agence d'excursions d'aventure à Marrakech).

En plus de ces aspects liés à l'histoire commune du Maroc et de la France, le Maroc est également un pays du Sud où les coûts sont moindres qu'en Europe. Ainsi, il est possible d'y créer une micro ou petite entreprise sans investir d'importantes sommes d'argent<sup>11</sup> ; les matières premières et la main-d'œuvre y sont moins chères, et la législation du travail moins contraignante qu'en France. Ces raisons sont mises en avant par ces petits entrepreneurs qui ont pris peu de risques financiers dans leur « aventure » entrepreneuriale marocaine puisqu'ils s'y sont installés avec de petits budgets (parfois quelques centaines

---

10 Voir notamment le système fiscal et les documents de création d'entreprises dans les Centres régionaux d'investissements (CRI) qui suivent la même terminologie et les mêmes démarches qu'en France.

11 En 2013, le montant minimal du capital pour créer une SARL est passé de 10 000 dirhams (moins de 1 000 euros) à 1 dirham (source : Conseil régional d'investissement de Marrakech).

d'euros en poche comme Paul) sans filet professionnel. Il est à noter qu'aucun d'entre eux n'a jugé nécessaire de faire une étude de marché avant de créer son entreprise. Ceci est, cependant, vraisemblablement spécifique aux petits entrepreneurs qui choisissent de s'installer à Marrakech, ville très touristique de taille moyenne. Dans leurs récits, ils insistent sur le fait qu'ils l'ont choisie surtout pour la qualité de vie qu'elle apporte par opposition à Casablanca et Rabat. Pour eux, l'objectif investi dans la création de leur entreprise à Marrakech n'est pas de gagner plus d'argent qu'en France, mais de « déplacer ses priorités et ses choix de vie » (Lydie).

D'autre part, en dehors de ces avantages qui facilitent la démarche du petit entrepreneuriat au Maroc, précisément à Marrakech, apparaissent d'autres facteurs liés, eux, à un imaginaire postcolonial du Maroc ; de la France dans son rapport historique au Maroc ; des Français dans leurs rapports aux Marocains ; et de soi dans un rapport imaginaire projeté avec le Maroc et les Marocains.

Tous, à des degrés divers, partageaient, en amont de leur projet, un imaginaire du Maroc comme un pays « d'aventure pionnière », même s'il s'agit d'une aventure facilitée par les conditions pratiques mentionnées plus haut. Selon eux, de nombreux domaines professionnels y sont encore en friche, ce qui est propice à leur désir de créativité et d'aventure par opposition à la France et aux pays occidentaux où « tout a déjà été fait » (Béatrice). Pour trois d'entre eux, cette quête d'aventure se mêle également à un imaginaire familial lié à l'histoire du Maghreb colonial où il s'agit d'aller sur les traces de membres de leur famille dont les parcours au Maghreb sont décrits comme aventuriers et pionniers et dont ils se présentent comme les héritiers. C'est le cas de Béatrice dont le grand-père et l'arrière grand-père étaient officiers dans l'armée française sous le protectorat au Maroc. Descendants de pieds-noirs d'Algérie, quant à eux, Émile et Étienne ont déplacé leur « aventure » dans le pays voisin pour les avantages pratiques évoqués plus haut.

«[Ma famille], ce sont des Français pieds-noirs d'Algérie. Et là c'est un peu des nomades aventuriers. Mon arrière grand-père avait une roulotte et avec son fusil derrière le dos il traversait l'Algérie pour faire le bitume des routes. Donc mon grand-père et tous ses frères et sœurs sont nés dans la roulotte. Donc y'a toute cette histoire du grand-père. Avec les Algériens, ils parlaient arabe. Toutes ces aventures, j'ai été dedans depuis tout petit » (Étienne, 39 ans, ancien gérant d'agence d'excursions au Pérou / agence d'excursions d'aventure à Marrakech).

Cet imaginaire postcolonial d'aventure pionnière se conjugue avec la représentation que le Maroc, pays en développement, manque dans

certains domaines de savoir-faire et de compétences qu'eux-mêmes, en tant que Français, vont pouvoir apporter au pays. A. Memmi (2009) montre qu'une des caractéristiques majeures des relations entre ex-colonisateurs et ex-colonisés en situation postcoloniale consiste en la représentation partagée de part et d'autre du « prestige matériel et spirituel » et de la « prédominance institutionnelle, politique et technique » de l'ancien colonisateur par rapport à l'ancien colonisé. Or, ce positionnement se retrouve dans les discours de la plupart de ces petits entrepreneurs qui, avant leur venue au Maroc, ont fondé en partie leur projet sur la représentation d'eux-mêmes comme Français porteurs de techniques et de savoir-faire professionnels performants par opposition aux Marocains en général, considérés comme moins en avance dans leurs pratiques.

« Je suis né en cité à Paris et tous mes potes, même si ça a un côté raciste, c'était des Maghrébins, c'était des étrangers, je savais comment ça se passait et c'est vrai que j'en avais plus une image..., bah, je m'attendais à un grand, un grand..., pas un grand foutoir..., mais pas loin. Mais je m'attendais pas à ça. [...] Niveau *business*, y'a toujours de l'activité, c'est 24 sur 24, ça, ça m'a surpris et ça m'a plu » (Paul, 33 ans, ancien commercial en France / propriétaire d'une entreprise de création d'accessoires et de vêtements à Marrakech).

Ce sentiment d'apporter compétences et développement, qui, selon eux, manquent au Maroc et aux Marocains qui « ne savent pas », est également un des motifs récurrents pour expliquer le choix du domaine de l'entreprise créée à Marrakech.

« Dans mon domaine, les entreprises ne savent pas ce que c'est qu'une agence de comm' et ne l'utilisent pas, à part les grands comme Coca Cola. Les grosses entreprises marocaines, non, et c'est pour ça que j'ai créé ce département. Ils y viennent mais ils ne savent pas comment aborder un communiqué de presse. C'est nouveau pour eux, donc ils cherchent. Ils savent pas le diffuser non plus. Donc c'est ça que je travaille avec eux pour leur montrer que ça marche » (Charles, 62 ans, ancien entrepreneur immobilier en France / agence de communication à Marrakech).

De la sorte, dans leur projet d'installation professionnelle, les entrepreneurs français interviewés semblent avoir intériorisé des rapports hiérarchiques historiquement construits entre eux-mêmes, auto-promus experts, et les Marocains, jugés moins performants. Tandis qu'ils souhaitent fuir une France où ils se sentent non reconnus à leur juste valeur et dépendants de leurs supérieurs, de leurs employeurs, de la

pression sociale et de la place où les enferment leurs diplômes, ils projettent sur le Maroc la possibilité d'affirmer et faire reconnaître leurs compétences, d'exercer une maîtrise et un contrôle sur leur environnement professionnel marocain. Or, une fois au Maroc, ce désir d'inversion des rapports hiérarchiques intériorisés depuis la France est, en partie, conforté par « l'*a priori* positif » dont, en tant que Français, ils disent jouir auprès des Marocains qui leur accordent une plus grande crédibilité qu'à eux-mêmes dans le domaine professionnel.

« Et la chance qu'on a au Maroc, quand on est Français, c'est l'*a priori* positif en fait. La plupart des employeurs pensent qu'on a une crédibilité et qu'on a forcément un plus par rapport à un Marocain. Donc c'est une chose qui m'a énormément servie parce que c'est quelque chose qu'en France j'aurais jamais pu faire. Donc ça a carrément changé ma vie » (Lucie, 35 ans, ancienne croupière de casino en France / journaliste freelance à Marrakech).

À l'extrême de ces représentations hiérarchiques intériorisées, les discours de deux d'entre eux (le couple Antonin et Béatrice) se font l'écho de l'idéologie coloniale française de « mission civilisatrice » des années de la colonisation (Costantini 2008).

« Ici il y a plein de choses à faire [...]. Après, c'est pas évident avec la population locale pour qu'ils suivent ce qu'on leur met à disposition. Et puis c'est vrai qu'ici, bah, pour beaucoup de choses on est toujours au Moyen-âge. Alors ils essayent de développer, de mettre des technologies en place. On essaye d'amener tout ça et le Maroc le prend, ça c'est très bien, mais il y a vraiment beaucoup, beaucoup de chemin à parcourir » (Béatrice, 32 ans, mère de famille sans emploi en France / palais-maison d'hôtes avec Antonin, son mari).

Il est à noter, cependant, que ce type de discours est fortement critiqué par les autres entrepreneurs interviewés qui le qualifient de « néocolonialiste » et y voient une source potentielle de conflits entre Marocains et Français. Ainsi, les projets d'installation et de création d'entreprise de ces Français sont tous, même si diversement, imprégnés par un imaginaire postcolonial du Maroc et des Marocains, de la France et des Français, et de soi-même dans leurs rapports à la France et au Maroc. Nourris par cet imaginaire au départ, il leur semble possible une fois sur place d'inverser le cours de leur existence et les rapports hiérarchiques, sources de frustration en France, et d'exercer leur volonté de maîtrise entrepreneuriale sur leur environnement marocain.

Cependant, cet imaginaire de départ se heurte à la réalité des relations et des différences de fonctionnement professionnel au quotidien,

entre eux et les Marocains. Il en résulte que cet imaginaire se transforme et est renégozié au contact de cette réalité.

D'un imaginaire postcolonial de soi et de l'autre à une « rencontre » postcoloniale

Ces entrepreneurs considèrent en effet qu'ils importent au Maroc des compétences et bonnes pratiques entrepreneuriales et professionnelles, souvent tirées des discours de *management* vulgarisés par les médias occidentaux<sup>12</sup>, dont l'efficacité leur semble universelle et indiscutable.

Or, leurs représentations de ces bonnes pratiques se retrouvent mises à l'épreuve de leur environnement professionnel marocain qui, pour le moins les déstabilisent, au plus mettent à mal leurs attentes et imposent des limites inattendues à leur quête d'affranchissement et de réalisation de soi. Ces différences de pratiques relèvent essentiellement de trois domaines face auxquels ils se sentent « forcés » de s'adapter (Paul).

Le premier concerne l'engagement contractuel qui, au lieu d'être formalisé par écrit, passe souvent par une relation orale de parole donnée et la création d'un lien affectif : « C'est par l'affectif que ça marche. T'es mon frère, t'es ma sœur » (Lucie). Le second domaine concerne le rapport au travail et au temps, notamment aux dates et aux délais. Le troisième, enfin, concerne l'implication de la religion dans les affaires professionnelles : tous mentionnent l'expression « *Inch'Allah* »<sup>13</sup> et l'incertitude dans laquelle ils se sentent souvent face à cette phrase quand il s'agit d'attendre une commande, un engagement ou un rendez-vous. Ainsi, ils se retrouvent confrontés à des contraintes professionnelles inattendues auxquelles ils réagissent avec plus ou moins de souplesse, plus ou moins de créativité et d'inventivité. Or, le degré de flexibilité de leurs capacités d'adaptation à ces pratiques dépend en grande partie du type d'imaginaire investi dans leur démarche de départ.

En effet, les confrontations à des pratiques professionnelles différentes amènent ces entrepreneurs à négocier diverses stratégies d'adaptation dans leur parcours entrepreneurial. Or, ceux, parmi eux, qui sont nourris d'un imaginaire imprégné d'idéologie coloniale, se heurtent le plus et de façon frontale à ces pratiques. En revanche, ceux qui ont investi dans cet imaginaire un idéal de liberté et d'aventure élaborent des

---

12 Voir la note de bas de page n° 5.

13 « Si Dieu le veut », parole du Coran utilisée fréquemment pour parler d'une action future.

stratégies d'adaptation à ces contraintes, voire les apprécient comme un « *challenge* » stimulant (Paul, Lydie, Charles).

Antonin et Béatrice sont ceux qui font le plus écho dans leurs propos à un imaginaire postcolonial « fossilisé » de supériorité de l'ancien colonisateur face à l'ancien colonisé, et se sont crispés dans la volonté de soumettre leurs employés marocains à leurs propres pratiques, en se maintenant dans une représentation de retard culturel et technique des Marocains et de supériorité des Français.

« Ils fonctionnent vraiment différemment parce que moi au début j'ai vraiment essayé de, enfin on a essayé de, dire les choses gentiment tout en tenant compte petit à petit des différences culturelles. Moi je pensais pas, alors que j'étais sensibilisée à cette culture-là, qu'il pouvait y avoir un tel *gap*. On est vraiment diamétralement opposés, quoi » (Béatrice, 32 ans, mère de famille sans emploi en France / palais-maison d'hôtes avec Antonin, son mari).

De l'ensemble des propos de ce couple transparaît une impuissance et un mal-être permanents : ce qui était au départ une confrontation avec leurs employés et fournisseurs s'est transformé peu à peu en une hostilité à peine déguisée de part et d'autre, voire, selon eux, aurait donné lieu de la part de certains de leurs employés à des pratiques de sabotage. Or, nous avons appris que, moins d'un an après notre entretien, ce couple a abandonné son projet pour retourner en France. Nous faisons l'hypothèse que leur échec s'explique en grande partie par leur incapacité à aller au-delà d'un imaginaire postcolonial de soi et de l'autre pour s'adapter aux modes de fonctionnement différents de leur environnement professionnel et créer un espace commun « vivable » et partageable avec leurs interlocuteurs marocains.

Les autres entrepreneurs, de leur côté, affirment être passés, et continuer à passer par périodes, par un processus de cheminement inconfortable de heurts et de renégociations entre leurs propres représentations des bonnes pratiques professionnelles et celles de leur environnement marocain puisque, de part et d'autre, chacun « a raison » de façon opposée.

« J'avais beau m'énerver mais m'énerver ça servait à rien. Il fallait que je me remette en question en me disant “mais pourquoi c'est comme ça ?” [...] C'est une question de codes. C'est ces codes-là qui sont difficiles parce que, nous, on se dit certaines choses, moi je vois avec les fournisseurs, je suis persuadé d'avoir raison, mais lui aussi il est persuadé d'avoir raison et on a tous les deux sûrement raison mais on n'est pas sur la même longueur d'ondes » (Paul, 33 ans, ancien commercial en France / entreprise de création d'accessoires et de vêtements à Marrakech).

Face à ces moments de remise en question plus ou moins douloureux selon les personnes, ils disent avoir cherché et inventer des stratégies d'adaptation qui consistent, pour les résumer en quelques mots, à écouter, observer les pratiques locales et s'adapter en inventant de nouvelles pratiques « entre-deux » pour pouvoir fonctionner en interaction avec leur environnement professionnel marocain. Charles raconte le plaisir et la créativité qu'il éprouve à inventer de nouvelles stratégies pour résoudre les problèmes qu'il rencontre.

« Bon, il faut toujours pleurer pour récupérer ses sous : “Oui, je te paierai demain mais attends, je suis embêté.” Mais bon ça fait partie de l'ensemble. On prend tout ou on prend rien, je veux dire, on peut pas dire : “Je prends ça, c'est bien. Ça, euh, non, j'en veux pas.” Vous êtes dans un pays, vous prenez tout. [...] À part les moments où ça m'énerve, ça me fait rire parce que je sais que ça va se passer comme ça. La première fois ça vous surprend, vous vous dites “mais qu'est-ce qu'il veut, le mec ?”. Et je m'adapte et je fais comme lui. Faut le prendre à la rigolade parce que si vous commencez à stresser pour ça, c'est fini, vous allez exploser en plein vol » (Charles, 62 ans, ancien entrepreneur immobilier en France / agence de communication à Marrakech).

Plusieurs d'entre eux qui parlent des « différences de cultures » mettent en avant la nécessité de « mélanger » (Étienne, Lucie, Lydie) et/ou de « panacher » (Charles) ces cultures pour pouvoir fonctionner, non seulement personnellement, mais aussi pour la rentabilité de leur entreprise. Ils insistent, cependant, sur le fait que ce mélange des cultures est surtout partageable avec les classes moyennes et aisées marocaines avec lesquelles ils partagent l'utilisation de la langue française et des centres d'intérêt communs (Lucie, Charles, Paul, Lydie, Jeanne).

Ainsi, pour ceux qui sont en mesure d'accepter la remise en question de leurs propres représentations et pratiques et le « mélange des cultures », peut-on parler d'une « rencontre » qui renégocie et reconfigure, non seulement les relations de ces petits entrepreneurs français avec les Marocains, mais aussi leurs représentations d'eux-mêmes et de l'autre. Cette « rencontre postcoloniale » (Frenkel 2008 ; Savarese 2014), dégagée en grande partie des *a priori* hiérarchiques intériorisés par ces Français depuis la France, réaménage l'imaginaire projeté, à des degrés divers, sur leur démarche et leurs attentes. Leur attente d'un rapport hiérarchique inversé est en partie déconstruite. À la place, ils se trouvent amenés à aménager en collaboration avec les Marocains « un espace commun d'entre-deux » (« *a third space of in-between* », Bhabha cité par Frenkel 2008 : 925) vivable et viable où les cultures, au-delà de la confrontation, se rencontrent, se mêlent et

élaborent des stratégies créatives pour s'adapter l'une à l'autre et fonctionner ensemble.



Nous avons choisi de présenter les parcours de ces petits entrepreneurs français à Marrakech sous l'angle des enjeux identitaires et imaginaires investis par ces personnes dans leur choix de quitter une France où ils se sentaient dans une situation de stagnation professionnelle et personnelle pour créer leur entreprise au Maroc, pays du Sud à la fois exotique et familier, où ils ont le sentiment de pouvoir se réinventer professionnellement et personnellement et d'exercer leur liberté individuelle. Il nous a semblé important de montrer que le choix de ce pays ne s'explique pas seulement par sa stabilité sociale, économique et politique et/ou par les avantages fiscaux et sociaux qu'il présente pour ces entrepreneurs. Au-delà de ces aspects qui sont certes décisifs, le départ est également nourri par un imaginaire postcolonial du Maroc, ancienne colonie française, sur lequel reposent en grande partie les représentations qu'ils se font des rapports entre la France et le Maroc, ainsi qu'entre eux et les Marocains. Cet imaginaire se décline pour ces petits entrepreneurs sur différents registres, qu'il s'agisse de projeter sur ce pays en développement un imaginaire d'aventure pionnière par opposition à une France développée où tout a déjà été fait ; un imaginaire où ils se projettent comme porteurs de développement et de compétences dans un pays qui en manque ; et/ou un imaginaire d'inversion des hiérarchies et de maîtrise de soi et de l'autre. Or, nous avons vu que ces représentations de départ, bien qu'elles soient parfois confortées par les réactions de leurs interlocuteurs marocains qui tendent à donner plus de crédit à des étrangers qu'à eux-mêmes en milieu professionnel, se heurtent, cependant, dans le quotidien de leur activité professionnelle, à des modes de fonctionnement différents de ceux qu'ils considèrent *a priori* comme de bonnes pratiques universellement valables. Heurts « culturels » et confrontations amènent certains d'entre eux à se crispier sur un imaginaire postcolonial fossilisé qui date du passé colonial, de sorte que sont mis en échec aussi bien leur projet entrepreneurial que leur quête de réalisation personnelle. En revanche, ceux d'entre eux qui ont la capacité de se détacher de cet imaginaire, parviennent à aménager, avec les Marocains, un « espace commun d'entre-deux » (Bhabha cité par Frenkel 2008 : 925) et de « rencontre postcoloniale » (Frenkel 2008 ; Savarese 2014) dans lequel cet imaginaire est, au moins en partie, déconstruit, et où de nouvelles stratégies, de nouveaux modes de

fonctionnement sont inventés de part et d'autre pour fonctionner ensemble en « panachant » les cultures. De la sorte, le sens même du terme « postcolonial » se déplace et se transforme à travers ces exemples : la notion de constructions identitaires historiques de rapports hiérarchiques intériorisés à travers le legs colonial, comme elle est le plus souvent traitée par les « *subaltern* » et « *postcolonial studies* » (Said 1993 ; Memmi 2009), se renégocie progressivement, avec le temps, mais aussi à travers les expériences telles que celles de ces petits entrepreneurs au Maroc. Le terme prend alors le sens plus temporel d'un état de fait historique où les relations entre citoyens des anciennes nations colonisatrices et citoyens des nouvelles nations anciennes colonies, certes marquées par ces anciens rapports de domination politique, technique et culturelle, ne sont pas fossilisées de façon définitive et immuable, mais évoluent au contact de l'autre en le dépouillant des représentations imaginaires historiquement construites à son égard.

Il est intéressant de comparer les cheminements de ces petits entrepreneurs français au Maroc avec d'autres études menées dans des contextes postcoloniaux tout autres qui portent sur les normes entrepreneuriales importées par les *managers* occidentaux dans les filiales de multinationales occidentales dans des pays du Sud, et les malentendus, voire les conflits, qui opposent ces *managers* « expatriés » aux *managers* locaux. M. Frenkel (2008) montre comment, dans ces contextes, les *managers* expatriés exportent les techniques managériales occidentales en les imposant comme des valeurs universelles supérieures aux savoir-faire locaux. Il analyse ce fonctionnement comme un héritage des dominations et des idéologies coloniales et relaie la pensée de H. Bhabha en prédisant « l'émergence de cultures hybrides »<sup>14</sup> et l'apparition « d'espaces communs d'entre-deux qui « ne sont gouvernés totalement ni par les lois des dirigeants ni par celles des dirigés »<sup>15</sup> au sein des entreprises multinationales. Or, dans le cas de ces *managers* expatriés, leurs représentations sont « protégées » et légitimées par le cadre de l'entreprise multinationale, ses réglementations et la position hiérarchique qu'elle leur confère. Ils peuvent ainsi rester dans une position peu perméable à des fonctionnements professionnels locaux sur lesquels ils ont une maîtrise effective. Au contraire, les petits entrepreneurs français dont il est question ici, qui ont une démarche purement individuelle, sans attaches ni garants institutionnels, et dont l'entreprise est sous législation marocaine, ont la nécessité de créer cet « espace commun d'entre-deux » s'ils veulent réussir

---

14 « *The emergence of hybrid cultures* » (FRENKEL 2008 : 927).

15 « *This space is not entirely governed by the laws of either the ruler or the ruled* » (*ibid.*:928).

professionnellement et personnellement au Maroc. Il nous paraît, cependant, plus difficile de parler de « l'émergence d'une culture hybride » dans la situation actuelle de ces entrepreneurs, même s'il est possible de penser qu'une telle culture « hybride » pourrait effectivement émerger à terme dans les générations suivantes.

*Diotime, Marrakech, Maroc.*

#### BIBLIOGRAPHIE

BELBAHRI, A.

2004 « Du Nord-Africain au Maghrébin : processus de qualification et de cristallisation d'une altérité dans l'imaginaire postcolonial », in D. NOURRISSON & J. PERRIN (dir.), *Le barbare, l'étranger : images de l'autre*, Actes du colloque CERHI, 14-15 mai 2004, Saint-Étienne, Publications de l'Université de Saint-Étienne.

BERRIANE, M. *ET AL.*

2010 « L'immigration vers Fès : le sens des nouvelles dynamiques du système migratoire euro-africain », *African Migrations Workshop*, 16-19 Novembre 2010, Dakar, International Migration Institute (IMI), University of Oxford, <<http://www.imi.ox.ac.uk/events/amw-2010/papers/berriane-et-al.pdf>>.

CASSAIGNE, J.

1964 *La situation des Français au Maroc depuis l'Indépendance (1956-1964)*, Paris, Presse de la fondation nationale des sciences politiques.

CATUSSE, M.

2008 *Le temps des entrepreneurs ? Politique et transformations du capitalisme au Maroc*, Paris, IRMC-Maisonneuve et Larose.

COSTANTINI, D.

2008 *Mission civilisatrice : le rôle de l'histoire coloniale dans la construction de l'identité politique française*, Paris, La Découverte.

BEFUS, D. R., MESCON, T. S., VOZIKIS, G. S. & MESCON, D. L.

1988 « The Characteristics of Expatriate Entrepreneurs », *International Small Business Journal*, 6 (4) : 33-44.

FRENKEL, M.

2008 « The Multinational Corporation as a Third Space : Rethinking International Management Discourse on Knowledge Transfer through Homi Bhabha », *The Academy of Management Review*, 33 (4) : 924-942.

HERNANDEZ, E. M.

2001 *L'entrepreneuriat : approche théorique*, Paris, L'Harmattan.

HOISINGTON, W. A.

1985 « The Selling of Agadir: French Business Promotion in Morocco in the 1930s », *The International Journal of African Studies*, 18 (2) : 315-324

KENBIB, M.

2005 *Le Maroc indépendant : 1955-2005 : essai de synthèse*, PDF en ligne accédé le 28/06/2015 <http://copains-maarif.com/histoiredumaroc/lemaroc-ind-pendant-1955-2005.pdf>

KNIBIEHLER, Y, EMMERY, G & LEGUAY, F.

1992 *Des Français au Maroc : la présence et la mémoire (1912-1956)*, Paris, Denoël.

MEMMI, A.

2009 « Sociologie des rapports entre colonisateurs et colonisés » suivi de « Portrait du décolonisé arabo-musulman et de quelques autres », *SociologieS* [En ligne], Découvertes/Redécouvertes, mis en ligne le 02 juin 2009, <<http://sociologies.revues.org/2922>>.

MCMULLEN, J. S. & SHEPHERD, D. A.

2006 « Entrepreneurial Action and the Role of Uncertainty in the Theory of Entrepreneurship », *The Academy of Management Review*, 31 (1) :132-152.

PELLEGRINI, C.

2014a « Profil démographique et historique de la présence française au Maroc », in C. THERRIEN *ET AL.* (dir.), *La question du « chez-soi » au Maroc : les représentations des migrants français confrontées aux points de vue des Marocain-es*, <<http://amerm.ma/wp-content/uploads/2014/02/La-question-du-chez-soi-au-Maroc-les-repr%C3%A9sentations-des-migrants-fran%C3%A7ais-confront%C3%A9es-aux-points-de-vue-des-Marocain-es-Catherine-Therrien.pdf>>.

2014b « Parcours professionnels et identitaires de petits entrepreneurs marocains : à l'épreuve de l'altérité », in C. THERRIEN *ET AL.*, *op. cit.*

PERALDI, M. & Terrazzoni, L.

2015 « De l'expatrié au sujet migrant : le cas du Maroc », Communication au colloque « Des Nord(s) vers les Sud(s) : état de la recherche sur les mobilités » organisé par G. Fabbiano, A. Poli, M. Peraldi & L. Terrazzoni (CADIS) à l'EHESS, Paris, les 20 et 21 mai 2015.

PICOD-KINANY A.

2010 *L'immigration européenne : Les Français au Maroc*, Sarrebruck, Éditions universitaires européennes.

SAID, E.

1993 *Culture and Imperialism*, New York, Vintage Books.

SAVARESE, E.

2014 *La rencontre postcoloniale*, Bellecombe-en-Bauges Éditions du Croquant (« Kritikos »).

SCHUMPETER, J. A.

1934 *The theory of economic development: an inquiry into profits, capital, credit, interests and the business cycle*, Transaction Publishers, New Brunswick (USA) & London (UK)

THERRIEN, C. *ET AL.*

2014 *La question du « chez-soi » au Maroc : les représentations des migrants français confrontées aux points de vue des Marocain-es*, rapport PDF en ligne accédé le 28/06/2015, <<http://amerm.ma/wp-content/uploads/2014/02/La-question-du-chez-soi-au-Maroc-les-repr%C3%A9sentations-des-migrants-fran%C3%A7ais-confront%C3%A9s-aux-points-de-vue-des-Marocain-es-Catherine-Therrien.pdf>>.

THERRIEN, C. & PELLEGRINI, C.

2015 « French Migrants in Morocco : From a Desire for *Elsewhereness* to an Ambivalent Reality », *The Journal of North-African Studies*, 20 (4) : 605-621.

THORNTON, P. H.

1999 « The Sociology of Entrepreneurship », *Annual Review of Sociology*, 25 : 19-46.

VIRKAMA, A., THERRIEN, C., HARRAMI, N. & KADRI, A.

2012 « Franco-Moroccan Transnational Space : Continuity and Transformations », in P. PITKÄNEN, A. İÇDUYGU & D. SERT (eds.), *Migration and Transformation : Multi-Level Analysis of Migrant Transnationalism*, Berlin, Springer.

#### RESUME :

Depuis le début des années 2000, un nombre de plus en plus important de Français quittent la France pour s'installer au Maroc. Certains d'entre eux s'y inventent une nouvelle carrière professionnelle en s'improvisant entrepreneurs dans une démarche individuelle de première expatriation. Cet article analyse les parcours de petits entrepreneurs français à Marrakech en s'intéressant aux enjeux identitaires et imaginaires investis par ces personnes dans leur démarche. Il s'agit de montrer que, dans leur quête d'affranchissement et de renouveau professionnel et personnel qu'ils considèrent impossible dans leur pays d'origine, est présente une combinaison de divers motifs issus d'un imaginaire postcolonial historiquement construit à l'égard du Maroc et des Marocains. Nous montrons également comment cet imaginaire confronté à la réalité des relations professionnelles avec les Marocains au quotidien est mis à mal et partiellement déconstruit, de sorte que la « rencontre » avec l'autre marocain renégocie et reconfigure ces relations et le paysage du vivre ensemble en contexte postcolonial.

#### ABSTRACT :

French small entrepreneurs in Marrakesh — Since the beginning of the 2000s, an increasing number of French people leave France and settle down in Morocco. Some of them wish to reinvent their professional and personal life through a first experience as entrepreneurs there. This article analyses the trajectories of French small entrepreneurs in Marrakesh and how representations of the self and the other shaped their project and their quest for professional and personal renewal. We seek to show that these representations are intertwined motives linked to a historically constructed postcolonial imaginary of Morocco and Moroccans. We also show how this imaginary once confronted with the reality of professional relations with Moroccans on an everyday basis is partially deconstructed so that the “encounter” with the Moroccan “other” is made possible

and postcolonial representations are reshaped into a new common ground for relations.

Mots-clés/Keywords : Maroc, Marrakech, entrepreneurs expatriés, imaginaire postcolonial, migration française, migrations nord-sud, relations postcoloniales/Morocco, Marrakesh, expatriate entrepreneurs, postcolonial representations, French migration, North-South migrations, postcolonial relations.